



Culture générale facile en 3^e : cours, exercices et méthode pour le brevet

3^e

Difficulté ★★

⌚ 45 min

Objectif : Culture générale facile

Tombe souvent au brevet

Fiche complète + corrigé

Compétence visée (programme cycle 4) : Valeurs et symboles de la République, laïcité, nationalité, institutions.



Coach Vince te résume l'essentiel

- ▶ La République française repose sur des valeurs communes : liberté, égalité, fraternité, laïcité et démocratie.
- ▶ Être citoyen français donne des droits, mais impose aussi le respect des lois et la participation à la vie collective.
- ▶ Au brevet, réponds avec un vocabulaire précis : un symbole ne remplace pas une valeur, et une institution ne remplace pas un élu.

AU BREVET, ON TE DEMANDE...

Tu dois identifier un principe républicain, expliquer son sens et le relier précisément à un document ou à une situation. Pour une analyse de document, présente rapidement la nature et la date ou le contexte du document, réponds à la question, cite un passage précis et explique ce qu'il prouve.

Type de question Question de cours courte, analyse de document, rédaction justifiée ou QCM de repérage civique.

Exemple type À partir d'un extrait de la Constitution, montre que l'égalité est un principe de la République. Cite le document et explique ta citation.

Alerte piège Réciter une définition sans répondre à la situation proposée, ou confondre la liberté de conscience des citoyens avec l'obligation de neutralité des agents publics. Évite aussi de recopier le document sans citer précisément ni expliquer la citation.

LA LEÇON

La République : un cadre commun

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Ces mots ne décorent pas un fronton : ils définissent l'organisation politique du pays et les principes qui protègent les habitants. Indivisible signifie que la loi est la même sur l'ensemble du territoire. Aucun territoire, groupe ou individu ne peut choisir d'appliquer ses propres lois à la place des lois de la République. L'unité de la République n'efface pas les différences culturelles, linguistiques ou religieuses ; elle garantit que tous sont soumis aux mêmes règles fondamentales. Laïque signifie que l'État est neutre à l'égard des religions. Dans le cadre général de la loi de 1905, il ne reconnaît ni ne subventionne les cultes, tout en protégeant la liberté de croire, de ne pas croire ou de changer de conviction. Cette règle connaît toutefois des exceptions légales, notamment en Alsace-Moselle où subsiste un régime particulier des cultes. Des aides indirectes ou des financements liés à l'entretien du patrimoine religieux peuvent aussi exister dans un cadre légal précis. La laïcité s'applique d'abord aux institutions publiques et à leurs agents. Elle ne demande pas aux citoyens d'abandonner leurs convictions dans leur vie privée. Démocratique signifie que

le pouvoir appartient au peuple. Les citoyens choisissent des représentants lors d'élections et peuvent participer au débat public dans le respect des lois. La démocratie ne consiste donc pas seulement à voter : elle suppose aussi la liberté d'expression, le pluralisme des opinions et l'acceptation du résultat régulier d'une élection. Sociale signifie que la République cherche à réduire certaines inégalités et à protéger les personnes face aux risques de la vie, notamment grâce aux services publics et à la solidarité nationale. Le principe d'égalité impose que la loi traite de manière identique les personnes placées dans une situation identique. Il n'interdit pas toute différence de traitement : une différence est possible seulement si elle répond à une situation différente ou à un objectif d'intérêt général prévu par la loi. Retiens le plan de jeu : une République protège des libertés, fixe des règles communes et organise la participation des citoyens.

Valeurs, principes et symboles : ne les confonds pas

Repère	Ce qu'il signifie	Exemple concret
Liberté	Chacun peut agir, penser et s'exprimer dans les limites fixées par la loi et par les droits d'autrui.	Tu peux donner ton opinion, mais tu ne peux pas insulter, menacer ou diffamer une personne.
Égalité	La loi reconnaît les mêmes droits et impose les mêmes devoirs à tous.	Une décision publique ne peut pas écarter une personne en raison de son origine, de son sexe, de son handicap, de sa religion ou de son orientation sexuelle.
Fraternité	Les membres de la société se doivent solidarité et respect mutuel.	Aider une personne en difficulté ou refuser une discrimination participe à la fraternité.
Laïcité	L'État est neutre et garantit la liberté de conscience.	Dans un service public, un agent exerce sa mission sans afficher de préférence religieuse.
Drapeau tricolore	Il est le symbole national français.	Il est présent sur des bâtiments publics et lors de cérémonies officielles.
Marseillaise	Elle est l'hymne national.	Elle est jouée lors de cérémonies républicaines ou de rencontres internationales.
Marianne	Elle représente la République et la liberté.	Son buste figure notamment dans des mairies.
Devise	« Liberté, Égalité, Fraternité » exprime les valeurs fondatrices de la République.	Elle apparaît sur de nombreux bâtiments et documents publics.

La laïcité : une règle de liberté, pas une interdiction générale

- Commence par la définition exacte. La laïcité est un principe qui assure la liberté de conscience, l'égalité des citoyens sans distinction de religion et la neutralité de l'État. Une bonne réponse doit contenir au moins l'idée de liberté de conscience et celle de neutralité publique.
- Distingue les personnes et l'État. Les citoyens ont le droit d'avoir des convictions religieuses, philosophiques ou athées. L'État, les administrations et les agents publics ne choisissent pas une conviction à la place de tous. Un agent public est tenu à une obligation de neutralité lorsqu'il exerce sa fonction.
- Comprends le cadre scolaire. Dans les écoles, collèges et lycées publics, les élèves ne peuvent pas porter de signes ou de tenues qui manifestent ostensiblement une appartenance religieuse. Cette règle concerne le cadre public d'enseignement et vise à préserver un espace commun où chacun apprend sans pression religieuse.

- Ne confonds pas laïcité et rejet des religions. Dire que la laïcité « interdit les religions » est faux. Elle protège au contraire le droit de croire et de ne pas croire. Elle interdit à l'État d'imposer ou de privilégier une religion.
- Connais la règle générale et ses limites. La loi de 1905 pose en principe que la République ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte. Mais il existe des régimes particuliers prévus par la loi, notamment en Alsace-Moselle, ainsi que des interventions publiques encadrées, par exemple pour l'entretien d'édifices religieux appartenant à des collectivités. Ne transforme donc pas une règle générale en affirmation absolue.
- Relie la laïcité à l'égalité. Une personne ne peut pas être moins bien traitée en raison de ses convictions ou de son absence de conviction. La règle est valable pour tous : croyants de différentes religions, athées, agnostiques et personnes qui ne souhaitent pas parler de leurs convictions.
- Analyse une situation avec méthode. Identifie d'abord le lieu et le statut des personnes : espace privé, service public, agent public ou usager. Cherche ensuite le droit concerné, par exemple la liberté de conscience. Enfin, vérifie si une règle de neutralité s'applique. Ne réponds jamais seulement par « c'est autorisé » ou « c'est interdit » : explique pourquoi.

Nationalité, citoyenneté et droit de vote

La nationalité est le lien juridique qui rattache une personne à un État. La nationalité française peut être attribuée dès la naissance dans certaines situations, notamment par la filiation, ou être acquise selon des règles prévues par la loi. Elle donne accès à la citoyenneté française. La citoyenneté désigne la participation à la vie politique et civique : elle comporte des droits, comme voter lors des élections où l'on est électeur, être candidat sous certaines conditions ou s'exprimer librement, mais aussi des devoirs, comme respecter la loi, contribuer aux dépenses publiques et participer à la défense nationale selon les règles en vigueur. Tous les habitants de la France ne possèdent pas nécessairement la nationalité française, mais tous bénéficient de droits fondamentaux. Attention au mot citoyen : il ne signifie pas seulement « personne qui habite quelque part ». Dans une réponse d'EMC, précise toujours s'il s'agit d'un statut juridique, d'un droit politique ou d'un comportement responsable dans la vie collective.

Les institutions : qui décide, qui vote, qui contrôle ?

La Constitution organise les institutions de la République et répartit les pouvoirs afin qu'aucune personne ne les concentre tous. Le pouvoir exécutif applique les lois et conduit la politique de la Nation. Il est exercé par le président de la République et le Gouvernement. Le président de la République est élu au suffrage universel direct : les citoyens électeurs votent eux-mêmes pour le choisir. Il nomme le Premier ministre et promulgue les lois, c'est-à-dire qu'il les rend exécutoires après leur adoption. Le Gouvernement est dirigé par le Premier ministre ; il prépare et met en œuvre les politiques publiques. Les ministres dirigent chacun un domaine de l'action gouvernementale. Le pouvoir législatif appartient au Parlement, composé de l'Assemblée nationale et du Sénat. Les parlementaires examinent, modifient et votent les lois. Ils contrôlent également l'action du Gouvernement, par des questions, des commissions ou des débats. Une loi ne naît donc pas d'une simple annonce : un texte est discuté et voté selon une procédure prévue par la Constitution. Le pouvoir judiciaire est exercé par les juridictions. Les juges tranchent les litiges et sanctionnent les infractions en appliquant la loi. Leur indépendance est essentielle : une décision de justice ne doit pas être commandée par le Gouvernement ou par une majorité politique. Le Conseil constitutionnel vérifie notamment qu'une loi respecte la Constitution lorsqu'il est saisi selon les procédures prévues. À l'échelle locale, la commune est administrée par un maire et un conseil municipal élus ; elle s'occupe par exemple de services et d'équipements de proximité. Pour réussir une question d'institutions, repère le verbe : voter renvoie au Parlement ou aux électeurs selon le contexte ; appliquer renvoie au Gouvernement ; juger renvoie aux juridictions ; administrer une commune renvoie au maire et au conseil municipal. Tu gagnes en précision dès que tu nommes l'institution plutôt que d'écrire vaguement « l'État ».

Exemples résolus

Analyser une situation de laïcité

Énoncé. Un élève affirme : « La laïcité oblige chacun à ne parler d'aucune religion. » Corrige cette affirmation.

1. Repère le mot à corriger : l'affirmation transforme la laïcité en interdiction générale.
2. Rappelle la définition : la laïcité garantit la liberté de conscience et impose la neutralité de l'État.
3. Distingue les citoyens des agents publics dans l'exercice de leur fonction.
4. Conclue en précisant que la liberté d'expression connaît les limites fixées par la loi.

Résultat : L'affirmation est fausse. La laïcité ne demande pas à chacun de taire ses convictions. Elle garantit la liberté de croire, de ne pas croire et d'exprimer ses opinions dans le respect de la loi. En revanche, l'État et les agents publics sont soumis à une obligation de neutralité dans l'exercice de leurs missions.

Identifier le rôle d'une institution

Énoncé. Un texte de loi est discuté puis adopté par des représentants élus. Quelle institution intervient principalement ? Justifie.

1. Cherche l'action principale : discuter et adopter une loi.
2. Associe cette action au pouvoir législatif.
3. Nomme précisément l'institution qui exerce ce pouvoir.
4. Rédige une phrase complète avec le vocabulaire attendu.

Résultat : C'est le Parlement qui intervient principalement, car il exerce le pouvoir législatif. Composé de l'Assemblée nationale et du Sénat, il examine, modifie et vote les lois.

Analyser un document comme au brevet

Énoncé. Document : « La Nation assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. » Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris par la Constitution de 1958. Explique quel principe républicain ce texte affirme et justifie ta réponse à l'aide d'une citation.

1. Présente le document : c'est un extrait d'un texte constitutionnel, repris par la Constitution actuelle de 1958.
2. Repère le principe demandé : l'expression « l'égalité devant la loi » désigne le principe d'égalité.
3. Cite précisément un passage court entre guillemets.
4. Explique la citation avec tes connaissances : aucune personne ne doit être discriminée en raison de son origine ou de sa religion.
5. Rédige une réponse organisée : idée, citation, explication.

Résultat : Ce document affirme le principe républicain d'égalité. Il s'agit d'un extrait du Préambule de la Constitution de 1946, repris par la Constitution de 1958. Le texte précise que la Nation assure « l'égalité devant la loi de tous les citoyens ». Cela signifie que la loi doit protéger tous les citoyens sans discrimination, notamment en raison de leur origine ou de leur religion.

Les conseils de Coach Vince



Réponse en deux temps

Donne d'abord la définition ou le rôle exact, puis applique-le au document ou à la situation. Une réponse courte mais justifiée vaut mieux qu'un mot isolé.



Vérification finale

Relis chaque nom d'institution : Parlement, Gouvernement, président, juridictions ne sont pas interchangeables. Au brevet, la précision du vocabulaire fait la différence.



Citation utile

Dans une analyse de document, ne cite pas tout le texte. Choisis quelques mots précis, place-les entre guillemets et explique ce qu'ils prouvent. Une citation sans explication ne suffit pas.

Erreurs fréquentes

Erreur à éviter	Pourquoi	Le bon réflexe
Écrire que la laïcité interdit toute religion.	La laïcité protège la liberté de conscience ; elle impose surtout la neutralité de l'État et de ses agents.	Écris d'abord : « La laïcité garantit la liberté de croire ou de ne pas croire. » Ajoute ensuite la règle de neutralité.
Écrire que l'État ne finance jamais aucun culte, sans préciser le cadre légal.	La loi de 1905 pose une règle générale, mais des exceptions légales existent, notamment en Alsace-Moselle, ainsi que certains financements indirects ou patrimoniaux encadrés.	Écris : « En principe, la loi de 1905 interdit le financement public des cultes, avec des exceptions prévues par la loi. »
Confondre le Gouvernement et le Parlement.	Le Gouvernement applique les lois et conduit l'action politique, tandis que le Parlement vote les lois et contrôle le Gouvernement.	Retrouve le verbe dans la question : voter renvoie au Parlement ; appliquer renvoie au Gouvernement.
Répondre seulement par le nom d'un symbole.	Une réponse sans signification ne montre pas que tu maîtrises le vocabulaire civique.	Ajoute toujours une précision : « Marianne représente la République et la liberté. »
Recopier un document sans l'expliquer.	Au brevet, une citation prouve que tu as prélevé une information, mais elle doit être reliée à tes connaissances et à la question.	Utilise la formule : « Le document affirme que "...". Cela montre que..., car... »

I TA SÉANCE D'ENTRAÎNEMENT

1 Les repères essentiels ★★★

Associe chaque élément à sa définition.

1. Marianne
2. La Marseillaise
3. Devise républicaine

2 Laïcité : démarre proprement ★★★

Indique si chaque affirmation est vraie ou fausse.

1. La laïcité garantit la liberté de croire ou de ne pas croire.
2. La laïcité oblige tous les citoyens à avoir les mêmes convictions.
3. Un agent public doit respecter une obligation de neutralité dans l'exercice de sa mission.

3 Qui fait quoi ? ★★★

Complète chaque phrase avec l'institution ou l'acteur adapté.

1. Le _____ vote les lois.
2. Le _____ applique les lois et conduit la politique de la Nation.
3. Les _____ tranchent les litiges et rendent la justice.

4 Le bon principe ★★★

Choisis le principe républicain le plus directement concerné par chaque situation.

1. Une personne est écartée d'un service en raison de sa religion.
2. Un citoyen peut exprimer une opinion sans injurier ni menacer.
3. Une collectivité organise une aide pour des personnes en difficulté.

5 Des mots à distinguer ★★★

Rédige une définition précise pour chaque terme.

Définis la nationalité.

Définis la citoyenneté.

6 Analyser une situation publique ★★★

Justifie ta réponse en rédigeant des phrases complètes.

Dans une mairie, un agent refuse d'accueillir une usagère en raison de ses convictions. Quel principe est atteint ?

7 Pouvoirs et contrôles ★★★

Complète le tableau en associant chaque action au pouvoir correspondant.

1. Examiner et voter une loi.
2. Mettre en œuvre une politique publique.

3. Rendre une décision dans un litige.

8 Finale brevet : répondre avec précision ★★★

Rédige une réponse organisée et justifiée.

Explique comment la laïcité permet à des citoyens ayant des convictions différentes de vivre ensemble dans la République.

ÉVALUATION

Réponds avec précision et justifie lorsque cela est demandé.

Barème : 20 points

1. Cite la devise de la République française. / 2
2. Explique ce que signifie le principe d'égalité devant la loi. / 4
3. Indique l'institution qui vote les lois et celle qui les applique. / 3
4. Définis la laïcité en mentionnant deux de ses éléments essentiels. / 4
5. Justifie l'affirmation suivante : « Un agent public ne peut pas favoriser une religion dans son service. » / 4
6. Explique la différence entre nationalité et citoyenneté. / 3

Quiz de révision

1. Quel symbole représente la République et la liberté ?

A) Marianne B) Le Sénat C) La Constitution D) Le Gouvernement

2. Quel principe garantit le droit de croire ou de ne pas croire ?

A) La fraternité B) La laïcité C) Le pouvoir législatif D) La nationalité

3. Qui vote les lois ?

A) Le Parlement B) Le Gouvernement C) Les juridictions D) Le maire seul

4. Quel acteur est tenu à une obligation de neutralité dans l'exercice de sa mission ?

A) Un agent public B) Tout citoyen dans sa vie privée C) Un électeur lors d'un débat
D) Un usager d'un service public

5. Que désigne la nationalité ?

A) Un lien juridique avec un État B) Une opinion politique C) Une activité associative
D) Un symbole national

6. Quelle institution contrôle notamment l'action du Gouvernement ?

A) Le Parlement B) La Marseillaise C) La mairie uniquement D) Le drapeau tricolore

7. La République est dite indivisible parce que :

A) la loi est la même sur l'ensemble du territoire B) tous les citoyens ont les mêmes opinions
C) les communes n'existent pas D) les élections sont interdites

8. Quelle formulation est correcte ?

A) La laïcité interdit les convictions religieuses. B) La laïcité impose une religion officielle.
C) La laïcité protège la liberté de conscience. D) La laïcité supprime la liberté d'expression.

9. Quel pouvoir est exercé par les juridictions ?

A) Le pouvoir judiciaire B) Le pouvoir législatif C) Le pouvoir exécutif D) Le pouvoir municipal

Guide pour les parents

Faites reformuler les notions avec des exemples simples, puis demandez une réponse rédigée et précise.

- Posez une question à la fois : « Qui vote les lois ? », puis demandez à votre adolescent de justifier sa réponse en une phrase complète.
- Prenez une situation de la vie publique et demandez-lui d'identifier le lieu, les personnes concernées et le principe républicain en jeu, sans lui souffler la réponse.
- Donnez un court document officiel et demandez-lui de relever une citation, de nommer le principe concerné puis d'expliquer ce que cette citation prouve.

Temps conseillé : ~20 min.

Questions fréquentes

Q. Dois-je apprendre tous les symboles de la République ?

R. Oui. Tu dois pouvoir les nommer et expliquer ce qu'ils représentent : ne mémorise jamais une simple liste.

Q. La laïcité concerne-t-elle uniquement la religion ?

R. Elle concerne la liberté de conscience, donc les convictions religieuses, l'absence de religion et les convictions philosophiques. Elle organise aussi la neutralité de l'État.

Q. Le président de la République vote-t-il les lois ?

R. Le Parlement vote les lois. Le président les promulgue après leur adoption, selon la procédure constitutionnelle.

Q. Peut-on me demander une rédaction en EMC au brevet ?

R. Oui. Tu peux devoir expliquer un principe, analyser un document ou justifier une réponse avec un exemple précis.

Q. L'État peut-il financer un édifice religieux ?

R. La règle générale de la loi de 1905 est la non-subvention des cultes, mais des exceptions légales existent. Des collectivités peuvent notamment entretenir certains édifices religieux dont elles sont propriétaires, dans un cadre juridique précis.

CORRIGÉ

Exercice 1 : Les repères essentiels

1. Elle représente la République et la liberté. *Marianne est une allégorie de la République.*
2. C'est l'hymne national français. *Un hymne national est un symbole officiel.*
3. « Liberté, Égalité, Fraternité ». *Elle exprime les valeurs fondatrices de la République.*

Exercice 2 : Laïcité : démarre proprement

1. Vrai. *C'est le principe de liberté de conscience.*
2. Faux. *Elle protège au contraire la diversité des convictions.*
3. Vrai. *Cette obligation protège l'égalité des usagers du service public.*

Exercice 3 : Qui fait quoi ?

1. Le Parlement vote les lois. *Il exerce le pouvoir législatif.*
2. Le Gouvernement applique les lois et conduit la politique de la Nation. *Il appartient au pouvoir exécutif.*
3. Les juridictions tranchent les litiges et rendent la justice. *Elles appliquent la loi dans les affaires qui leur sont soumises.*

Exercice 4 : Le bon principe

1. L'égalité. *Une discrimination fondée sur la religion porte atteinte à l'égalité.*
2. La liberté. *La liberté d'expression s'exerce dans les limites de la loi.*
3. La fraternité. *La solidarité exprime la fraternité.*

Exercice 5 : Des mots à distinguer

1. La nationalité est le lien juridique qui rattache une personne à un État. *Le mot juridique montre qu'il s'agit d'un statut défini par la loi.*
2. La citoyenneté désigne la participation à la vie politique et civique, avec des droits et des devoirs. *Elle ne se réduit pas au fait d'habiter dans un pays.*

Exercice 6 : Analyser une situation publique

1. Le principe d'égalité est atteint, car une usagère ne peut pas être traitée différemment en raison de ses convictions. La laïcité impose aussi la neutralité de l'agent public dans l'exercice de sa mission. *Il faut mobiliser l'égalité et la neutralité, sans affirmer que l'usagère doit être neutre.*

Exercice 7 : Pouvoirs et contrôles

1. Pouvoir législatif, exercé par le Parlement. *Le Parlement est composé de l'Assemblée nationale et du Sénat.*
2. Pouvoir exécutif, exercé notamment par le Gouvernement. *Le Gouvernement applique les lois.*
3. Pouvoir judiciaire, exercé par les juridictions. *Les juges appliquent la loi de manière indépendante.*

Exercice 8 : Finale brevet : répondre avec précision

1. La laïcité permet de vivre ensemble car elle garantit la liberté de conscience : chacun peut croire, ne pas croire ou changer de conviction. Elle impose aussi la neutralité de l'État et des agents publics, qui ne favorisent aucune religion. Ainsi, les citoyens sont traités de manière égale quelles que soient leurs convictions. *La réponse doit définir la liberté de conscience, mentionner la neutralité de l'État et conclure sur l'égalité.*

Corrigé de l'évaluation

1. « Liberté, Égalité, Fraternité ». / 2
2. L'égalité devant la loi signifie que les personnes placées dans une situation identique ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. La loi ne doit pas discriminer une personne en raison d'une caractéristique personnelle. / 4
3. Le Parlement vote les lois. Le Gouvernement les applique. / 3
4. La laïcité garantit la liberté de conscience et impose la neutralité de l'État. Elle assure aussi l'égalité des citoyens quelles que soient leurs convictions. / 4
5. Cette affirmation est vraie, car la laïcité impose aux agents publics une obligation de neutralité dans l'exercice de leur mission. Cette neutralité garantit que tous les usagers sont accueillis de manière égale. / 4
6. La nationalité est le lien juridique entre une personne et un État. La citoyenneté désigne les droits et les devoirs liés à la participation à la vie politique et civique. / 3

Réponses du quiz

1. **A) Marianne.** *Marianne est une allégorie de la République et de la liberté.*
2. **B) La laïcité.** *La laïcité garantit la liberté de conscience.*
3. **A) Le Parlement.** *Le Parlement exerce le pouvoir législatif.*
4. **A) Un agent public.** *La neutralité concerne les agents publics dans l'exercice de leurs fonctions.*
5. **A) Un lien juridique avec un État.** *La nationalité est un statut juridique qui rattache une personne à un État.*
6. **A) Le Parlement.** *Le Parlement vote les lois et contrôle l'action du Gouvernement.*
7. **A) la loi est la même sur l'ensemble du territoire.** *L'indivisibilité signifie l'unité de la République et de la loi.*
8. **C) La laïcité protège la liberté de conscience.** *La laïcité protège la liberté de croire, de ne pas croire et de changer de conviction.*
9. **A) Le pouvoir judiciaire.** *Les juridictions rendent la justice et tranchent les litiges.*

Pour aller plus loin sur exercices-3eme.fr

- › **Toutes les fiches de EMC en 3^e** · [/emc-3eme/](https://exercices-3eme.fr/emc-3eme/)
- › **Le domaine « republique-citoyennete » en 3^e** · [/emc-3eme/republique-citoyennete/](https://exercices-3eme.fr/emc-3eme/republique-citoyennete/)
- › **Préparer le brevet (dates, épreuves, méthode)** · [/brevet/](https://exercices-3eme.fr/brevet/)